



L'économie francilienne rebondit au troisième trimestre mais moins vite qu'au niveau national

Après un premier semestre 2020 marqué par un confinement strict et un effondrement inédit de l'activité, l'économie francilienne se redresse nettement au troisième trimestre : les 84 000 emplois salariés créés compensent les pertes d'emplois du deuxième trimestre. Les créations d'entreprises sont particulièrement dynamiques dans les secteurs du commerce et des transports, en raison des opportunités offertes par les mesures de contention de la crise sanitaire (vente en ligne, livraison à domicile...). Après une hausse inédite au deuxième trimestre (+ 21,8 %), le nombre de demandeurs d'emploi recule fortement au troisième trimestre (- 7,3 %). Cependant, la reprise francilienne est moins marquée que dans le reste du pays, notamment dans les activités liées au tourisme toujours pénalisées par le faible retour de la clientèle étrangère. Ainsi, le niveau des nuitées hôtelières reste inférieur de plus de deux tiers à celui du troisième trimestre 2019, alors que cette baisse est d'un tiers sur l'ensemble de la France métropolitaine. La construction de logements neufs est également plus impactée en Île-de-France : - 44 % par rapport à la même période de 2019, contre - 24 % au niveau national.

Joseph Chevrot, Samuel Deheeger, Sylvie Druelle, Justine Herbet-Simon (Insee), Benoît Trinquier (Directe Île-de-France)

L'emploi repart à la hausse, sans retrouver son niveau d'avant confinement

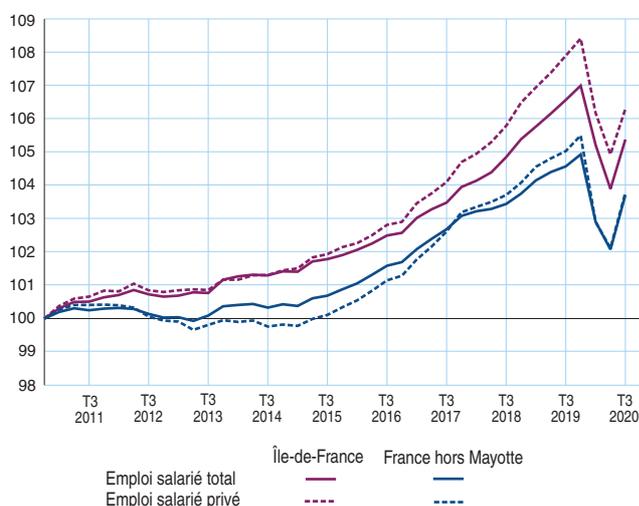
Après deux trimestres de baisse, l'emploi francilien repart à la hausse au troisième trimestre : + 84 000 salariés (+ 1,4 %) (figure 1). Cette reprise est cependant de moindre ampleur qu'en France entière (+ 1,6 %). Les pertes d'emplois du trimestre précédent (- 74 000) sont compensées au niveau régional. Cependant, le rattrapage est moindre qu'au niveau national, où les créations d'emplois du troisième trimestre sont près de deux fois plus nombreuses que les pertes enregistrées au trimestre précédent.

L'emploi francilien repart particulièrement dans le tertiaire, non marchand (+ 29 000 emplois) et marchand (+ 50 000), en partie du fait du rebond de l'intérim (+ 24 %) (figure 2). L'intérim reste toutefois nettement au-dessous du niveau des derniers trimestres, à un niveau proche de celui de fin 2016.

Portée par la reprise des grands chantiers (Notre-Dame, Grand Paris Express...), la construction confirme son dynamisme : 5 700 emplois sont créés ce trimestre (+ 1,9 % contre + 1,3 % en France). C'est le seul secteur pour lequel l'emploi est supérieur à son niveau d'avant-crise.

1 Évolution de l'emploi salarié

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010

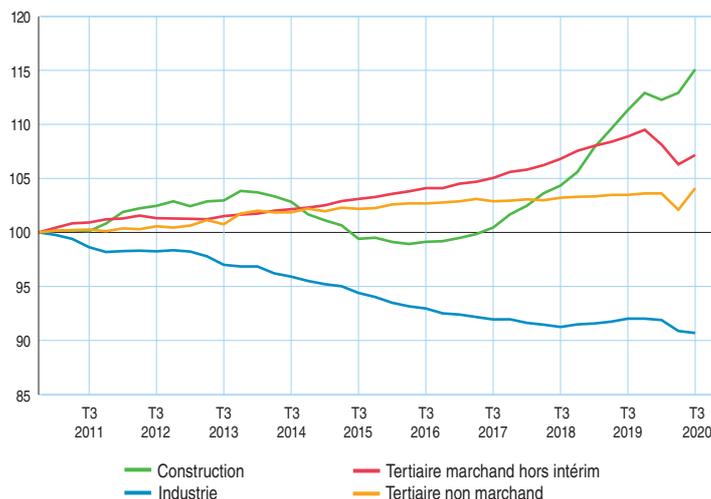


Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Île-de-France

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

Au sein du tertiaire marchand hors intérim, les autres activités de service (+ 2,7 %) et l'hébergement et restauration (+ 1,7 %) enregistrent aussi une hausse de leurs effectifs. Dans ce dernier secteur, les mesures d'activité partielle ont limité les pertes d'emplois, mais la reprise est cependant bien moins forte qu'en France (+ 5,2 %), la clientèle étrangère et celle liée aux affaires n'étant toujours pas revenues dans la région.

Dans l'industrie, les destructions d'emplois se poursuivent (- 0,2 %), à un rythme cependant bien plus modéré qu'au trimestre précédent (- 1,1 %). Seul le secteur agroalimentaire se démarque, créant 6 500 emplois (+ 2,2 %).

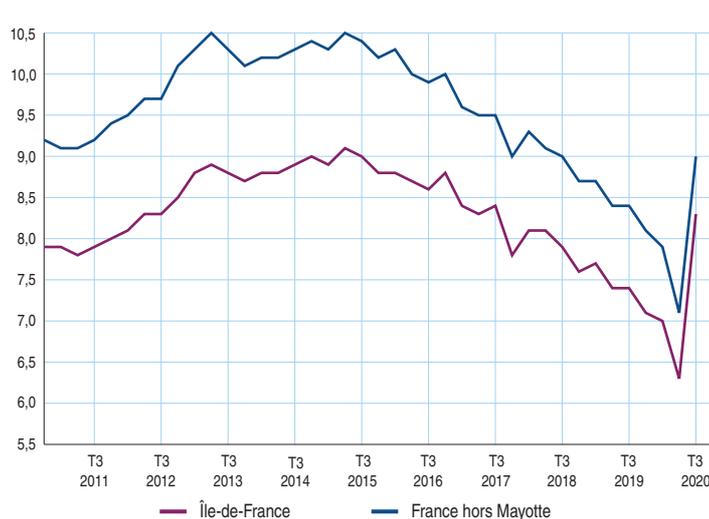
La hausse trimestrielle des emplois est la plus forte dans l'Essonne (+ 2,4 %), où l'intérim connaît la plus forte progression de la région (+ 32 %), ainsi que les autres activités de service (+ 5,8 %) et le tertiaire non marchand (+ 3,7 %). La reprise est également plus forte que la moyenne régionale dans le Val-d'Oise et en Seine-Saint-Denis. La Seine-et-Marne (+ 1,0 %) et les Hauts-de-Seine (+ 1,1 %) connaissent ce trimestre la plus faible progression de l'emploi salarié. En Seine-et-Marne, cela provient en partie d'une progression de l'intérim moitié moindre qu'au niveau régional. En outre, les autres activités de services sont pénalisées par la chute du tourisme international, fortement lié dans ce département à la présence du parc d'attractions de Disneyland.

Un effet de rattrapage sur le chiffre du chômage

Le taux de chômage régional augmente de deux points au troisième trimestre 2020, s'établissant à 8,3 % (figure 3). Sur un an, la hausse s'élève à 0,9 point en Île-de-France. En France, la progression est moins forte (+ 0,6 point en un an) mais le taux reste plus élevé qu'en Île-de-France : 9,0 % ce trimestre (Avertissement). C'est le plus faible

3 Taux de chômage

En %



Données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

écart jamais enregistré entre la France hors Mayotte et l'Île-de-France depuis que les DOM ont été intégrés au calcul du taux de chômage national en 2014.

Le chômage augmente plus rapidement en Seine-Saint-Denis sur un trimestre (+ 2,8 points) comme sur un an (+ 1,1 point), pour s'établir à 12,0 %. Dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise, le taux de chômage est également plus élevé que la moyenne régionale. C'est dans les Yvelines (7,2 %), ainsi que dans les Hauts-de-Seine et à Paris qu'il est le plus faible. Avec l'Essonne, ces trois départements sont ceux pour lesquels le taux de chômage augmente le moins (progression de 0,7 à 0,8 point), tout en restant au-dessus de l'évolution moyenne française.

La reprise de l'activité économique a bénéficié aux demandeurs d'emploi sans aucune activité

Au troisième trimestre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens n'ayant auparavant exercé aucune activité (catégorie A) diminue nettement par rapport au deuxième trimestre et s'établit en moyenne à 755 160 (- 7,3 % contre - 11,5 % en France métropolitaine), marquant une reprise de l'activité économique. Le recul est plus net pour les hommes que pour les femmes et concerne l'ensemble des classes d'âge. Les métiers recherchés qui connaissent les plus fortes diminutions sont ceux qui ont été les plus touchés par le premier confinement : les professionnels des arts et spectacles et, dans une moindre mesure, les métiers du bâtiment-travaux publics.

En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) augmente de 23,7 % au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent.

Au total, pour l'ensemble des catégories (A, B et C), la demande d'emploi progresse en Île-de-France alors qu'elle diminue au niveau national par rapport au trimestre précédent (+ 1,2 % contre - 0,5 %). Au deuxième trimestre, la hausse était similaire dans la région et en France (+ 6,7 %). Avec 1 057 280 demandeurs d'emploi, ce nombre atteint son plus haut niveau en Île-de-France depuis 1996. Sur un an, la progression est de 7,0 % (contre + 4,7 % en France métropolitaine).

Forte hausse des créations d'entreprises au troisième trimestre 2020

Au cours du troisième trimestre 2020, la reprise des créations d'entreprises, déjà constatée en mai et juin 2020, se poursuit. 67 255 entreprises ont ainsi été créées dans la région, un niveau jamais atteint auparavant (figure 4). Le mois de septembre a été propice aux créations (+ 55,8 % par rapport à août) après un léger ralentissement entre juin et

Avertissement sur le marché du travail

Au troisième trimestre 2020, le taux de chômage au sens du BIT rebondit fortement après une baisse « en trompe-l'œil » sur les deux premiers trimestres de l'année. En effet, pour être considéré comme chômeur, il faut être sans emploi, disponible pour travailler et avoir fait des démarches actives de recherche d'emploi. Au cours des deux premiers trimestres de l'année 2020, la période de confinement a fortement affecté les comportements de recherche active d'emploi (en particulier pour les personnes sans emploi dont le secteur d'activité était à l'arrêt), ainsi que la disponibilité des personnes (contrainte de garde d'enfant par exemple). Au total, la nette baisse du chômage au sens du BIT début 2020 ne traduisait pas une amélioration du marché du travail mais un effet de confinement des personnes sans emploi.

L'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge de la DSN.

4 Créations d'entreprises en Île-de-France

Secteur d'activité	Créations d'entreprises		Évolution des créations d'entreprises				
	T3 2019	T3 2020	T3 2020 / T3 2019 (en %)	T3 2020 / T2 2020 (en %)	Juillet / Juin 2020 (en %)	Août / Juillet 2020 (en %)	Sept. / Août 2020 (en %)
Industrie	1 463	1 580	8,0	34,8	-8,4	-13,8	35,9
Construction	3 592	4 379	21,9	51,1	7,6	-31,6	45,7
Commerce, transports, hébergement, restauration	15 189	25 483	67,8	38,2	-3,5	-25,6	45,5
<i>dont Commerce</i>	5 872	8 902	51,6	26,7	2,0	-27,3	40,5
<i>Transports</i>	7 577	14 114	86,3	39,9	-11,9	-22,8	49,2
<i>Hébergement-restauration</i>	1 740	2 467	41,8	86,8	38,0	-34,2	42,0
Information et communication	4 129	4 435	7,4	21,7	-0,8	-20,4	38,4
Activités financières	1 538	1 644	6,9	31,9	18,5	-43,4	42,6
Activités immobilières	1 621	2 028	25,1	47,5	17,9	-39,8	78,7
Activités de services*	16 298	16 752	2,8	24,4	-2,2	-28,4	64,0
Enseignement, santé, action sociale	5 698	6 023	5,7	119,8	14,4	0,4	96,1
Autres activités de services	4 007	4 931	23,1	67,0	13,8	-21,3	63,7
Total Île-de-France	53 535	67 255	25,6	40,3	0,9	-25,1	55,8
Total France	188 491	229 018	21,5	44,0	2,8	-22,1	44,3

* Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév 2).

Champ : activités marchandes hors agriculture, y compris micro-entrepreneurs. Données brutes.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

juillet (+ 0,9 %) et une baisse de 25,1 % entre juillet et août. Par rapport au troisième trimestre 2019, la hausse observée est de plus d'un quart (+ 25,6 %), soit 4 points de plus qu'au niveau national.

Environ 60 % des créations en Île-de-France concernent les activités de services, les transports et le commerce. En un an, les créations augmentent le plus dans le secteur des transports (+ 86,3 %). Au sein de ce secteur, la croissance la plus importante (+ 135,3 %) s'observe dans les autres activités de poste et de courrier, notamment les services de livraison à domicile. Dans le commerce, le nombre de nouvelles entreprises augmente de 51,6 %, en particulier celles concernant la vente à distance sur catalogue dont le nombre a doublé. Le secteur des activités de services connaît par contre la hausse de créations la plus modérée (+ 2,8 %).

Une baisse des défaillances d'entreprises qui se poursuit au troisième trimestre

Entre octobre 2019 et septembre 2020, le nombre de défaillances d'entreprises diminue de 28,9 % en Île-de-France, un rythme quasi équivalent au niveau national (- 31,1 %). Cette baisse amorcée au deuxième trimestre 2020 ne traduit pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté ; elle s'explique notamment par le soutien que l'État a accordé aux entreprises (dispositif d'activité partielle, exonérations de

cotisations sociales, fonds de solidarité, prêts garantis par l'État) et par le maintien des évolutions réglementaires, mises en place depuis le début de la crise sanitaire, qui modifient temporairement les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiement.

Dans la région, la baisse des défaillances d'entreprises concerne tous les secteurs d'activité mais de manière plus prononcée les activités d'enseignement, santé, action sociale et services aux ménages (- 37,4 %) et la construction (- 36,9 %).

En Île-de-France, la construction de logements neufs continue de souffrir fortement de la crise sanitaire

Au troisième trimestre 2020, le contexte sanitaire continue d'impacter la construction et la commercialisation des logements et locaux d'entreprises avec des difficultés plus fortes dans la région qu'au niveau national.

Entre octobre 2019 et septembre 2020, 62 200 logements ont été autorisés à la construction en Île-de-France, soit une baisse de 23,8 % en un an. La diminution est moins prononcée en France hors Mayotte, avec 393 200 logements autorisés, soit - 10,1 % sur un an. Durant la même période, le nombre des mises en chantier de logements en Île-de-France s'élève à 73 500, une baisse de 11 % par rapport aux douze mois précédents (figure 5).

Les ventes de logements neufs s'effondrent aussi au troisième trimestre 2020 en Île-de-France : - 44,5 % contre - 24,4 % au niveau national par rapport au troisième trimestre 2019.

L'immobilier de bureaux est pénalisé par la massification du télétravail. La baisse de la construction de locaux d'activité se poursuit dans la région, avec un peu plus de 4,1 millions de m² de surfaces plancher autorisées entre octobre 2019 et septembre 2020. Cela représente une baisse de 23,9 % par rapport à la même période de l'année précédente (- 14,4 % au niveau national). En glissement annuel, la surface totale des locaux dont la construction a débuté dans la région passe sous la barre des 3 millions de m², un niveau jamais atteint depuis fin 2015. Au niveau national, la diminution est moins forte (- 11,4 %).

En légère reprise, la fréquentation touristique dans les hôtels franciliens reste en retrait par rapport au reste du pays

Au cours du troisième trimestre 2020, les hôtels franciliens ont enregistré 6 millions de nuitées, soit près de 70 % de moins qu'au cours de la même période en 2019 (figure 6). Bien que plus modérée qu'au trimestre précédent, la chute d'activité demeure plus forte que celle observée en France métropolitaine (- 33,6 %). Toutes les catégories d'hôtels sont concernées, des non classés jusqu'aux palaces. Ainsi, dans

5 Évolution du nombre de logements commencés

Indice base 100 en décembre 2010



Données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : SDeS, Sit@del2.

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1 (en %)



Données trimestrielles brutes. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

les hôtels classés 3, 4 ou 5 étoiles, la diminution atteint 73 % contre 58 % dans les hôtels plus économiques (1 ou 2 étoiles ou non classés).

L'hôtellerie francilienne, et plus généralement les activités liées au tourisme, sont pénalisées par la moindre présence des visiteurs étrangers. Alors que d'ordinaire plus de la moitié des nuitées dans les hôtels sont effectuées par des clients ne résidant pas en France, en juillet et août 2020, la part des nuitées hôtelières des non-résidents se situe autour de 29 %.

Par conséquent, à Paris, le repli de la fréquentation hôtelière est le plus fort de la région : - 73,2 % par rapport au troisième trimestre 2019. C'est le cas aussi en Seine-et-Marne (- 70,5 %), de par la présence du parc d'attractions de Disneyland, fortement affecté par les restrictions liées à la pandémie.

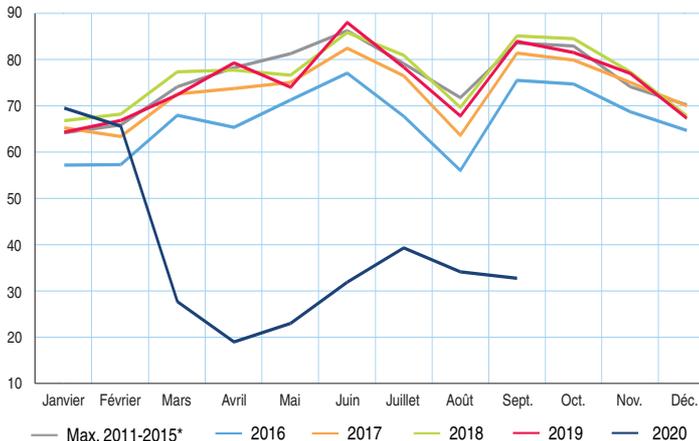
En revanche, dans les hôtels des Yvelines et de l'Essonne, où la clientèle non résidente est habituellement moins présente que dans les autres départements franciliens, le nombre de nuitées hôtelières a beaucoup moins régressé (respectivement - 42,5 % et - 43,5 %).

En juillet 2020, avec le début des congés estivaux, la fréquentation hôtelière amorce une reprise vigoureuse (+ 120,1 % entre juin et juillet sur le volume des nuitées hôtelières) mais qui s'étirole vite (+ 2,1 % entre juillet et août). Ainsi, le taux d'occupation des hôtels franciliens reste au plus bas en juillet (39,3 %) et en août (34,1 %) (figure 7).

En septembre, le nombre des nuitées hôtelières baisse à nouveau (- 7,3 % par rapport à août). Cela peut s'expliquer par l'annulation d'événements professionnels ou le maintien de jauges de fréquentation. Près d'un hôtel francilien sur dix est toujours fermé et, parmi ceux restés ouverts, le taux d'occupation atteint 32,7 %, contre environ 45 % en France. ■

7 Évolution du taux d'occupation des hôtels en Île-de-France

En %



* Fréquentation maximale observée sur la période 2011-2015.

Les données du dernier mois affiché sont provisoires.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

Contexte international - La fin d'année 2020 reste sous le signe de la crise sanitaire

Après le rebond du troisième trimestre 2020, la résurgence de l'épidémie a conduit à durcir les mesures de restrictions, pesant sur l'activité économique du quatrième trimestre en Europe et notamment sur la consommation des ménages. Les services sont a priori davantage affectés par ces mesures que l'industrie. La situation diffère cependant selon les pays, dépendant en Europe de la mise en place de confinements d'intensité variable, tandis qu'aux États-Unis la consommation des ménages aurait été moins affectée. De son côté, la Chine, épargnée par cette deuxième vague épidémique, poursuit sa reprise entamée au printemps 2020.

Contexte national - Un deuxième confinement moins pesant que le premier sur l'activité

Après le point bas atteint au deuxième trimestre, l'activité a rebondi de manière très vive au troisième trimestre (+ 18,7 % par rapport au trimestre précédent) et la consommation a quasiment retrouvé son niveau d'avant-crise. Par la suite, le renforcement des mesures de restrictions en octobre puis le confinement instauré en novembre auraient entraîné un nouveau recul de l'activité, de l'ordre de 4 % au quatrième trimestre par rapport au troisième. L'impact aurait cependant été moins fort qu'au printemps. Les secteurs les plus pénalisés auraient été ceux directement soumis aux mesures de restrictions (services de transport, hébergement et restauration, activités de loisirs...) tandis que les autres secteurs, tirant parti de l'expérience acquise lors du premier confinement, auraient davantage maintenu leur activité (industrie et construction notamment).

Après une contraction du PIB d'environ 9 % en 2020, le début de l'année 2021 reste marqué par de forts aléas, liés à l'évolution à court terme de la situation sanitaire.

Insee Île-de-France

1 rue Stephenson
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :

Marie-Christine Parent

Rédactrices en chef :

Marie-Odile Liagre et Brigitte Rigot

ISSN 2416-8637

© Insee 2021

Pour en savoir plus

- Points de Conjoncture 2020, Insee, depuis fin mars 2020.
- Herbet-Simon J., Le Fillâtre C., « 14 millions de touristes en moins au premier semestre 2020 en Île-de-France », *Insee Analyses Île-de-France* n° 126, décembre 2020.
- Deheeger S., Druelle S., Martin J.-Ph., Trinquier B., « L'économie francilienne toujours fortement impactée par la crise sanitaire au deuxième trimestre », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 31, octobre 2020.
- Koubi D., Le Fillâtre C., Martin J.-Ph., « Crise sanitaire : plus durement touchée pendant le confinement, l'économie francilienne se redresse ensuite moins vite qu'à l'échelle nationale », *Insee Analyses Île-de-France* n° 121, octobre 2020.

